



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 2152

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Brigitte Douay.

Mme Brigitte Douay. Monsieur le secrétaire d'Etat à l'industrie, les chiffres encourageants concernant la diminution du chômage...

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la démocratie française. Encore !

Mme Brigitte Douay. ... et l'essor de l'activité économique, dont nous nous réjouissons tous, ne rendent que plus insupportable la situation difficile de certains bassins d'emploi à la longue tradition industrielle.

Au coeur du Cambrésis, 223 des 650 salariés des verreries de Masnières sont ainsi menacés de perdre leur emploi alors que 150 ont déjà été licenciés, il y a tout juste un an. Dès que les projets de la direction de l'entreprise ont été connus, je vous ai alerté, monsieur le secrétaire d'Etat, comme l'ensemble de vos collègues du Gouvernement concernés. Vous avez, avec Mme Martine Aubry (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), tout de suite manifesté beaucoup d'attention et d'humanité face à ce difficile dossier. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

Les verriers apprécieront, messieurs !

De son côté, Mme le maire de Masnières, choquée par la décision d'un lointain actionnaire, a choisi, il y a une semaine, d'engager une grève de la faim, véritable cri d'alarme et de désespoir. Dans tout l'arrondissement de Cambrai s'exprime une solidarité à la mesure du désarroi de la population qui vit ce nouveau drame économique et humain.

Monsieur le secrétaire d'Etat, les verriers de Masnières, profondément attachés à leur outil de travail, attendent que tout soit mis en oeuvre pour éviter les licenciements et pour assurer la pérennité de l'entreprise et du savoir-faire. La question qui se pose, plus largement, monsieur le secrétaire d'Etat, est celle des moyens qui peuvent être mobilisés, à tous les niveaux, pour que les bassins industriels traditionnels puissent renouer avec une logique de développement, c'est-à-dire reprendre espoir en leur avenir. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. S'il pouvait répondre en deux minutes, cela permettrait au groupe socialiste de poser encore une question.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Madame la députée, alors que Mme le maire, touchée dans sa propre famille par ce nouveau plan social, observe une grève de la faim, comment ne pas exprimer notre émotion et notre inquiétude, aux côtés des salariés, de la population, des élus devant ce nouveau plan social. Les représentants des salariés ont été reçus hier par les membres de mon cabinet et celui de Mme Martine Aubry afin de faire le point sur la situation et, surtout, d'engager les actions nécessaires.

C'est avant tout la pérennité du site de Masnières que le Gouvernement veut garantir car nous n'acceptons pas que ce plan industriel soit la première étape de la disparition de l'activité à Masnières. L'entreprise doit désormais, de manière très claire, apporter des assurances sur le rôle clé qui sera donné aux verreries de Masnières dans le développement du groupe Bormioli, rôle d'ailleurs justifié par le savoir-faire exceptionnel des verriers et l'histoire du site. Elle doit, en outre, lever toutes les ambiguïtés au sujet des menaces de délocalisation vers l'Italie.

Avec ma collègue Martine Aubry et ma collègue Michelle Demessine, qui avait également attiré mon attention

sur cette situation (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), je veillerai à ce que les responsabilités qui incombent à l'entreprise la placent clairement devant la nécessité de préserver le site.

Au-delà, il faut que le bassin du Cambrésis retrouve le chemin du développement et de la modernisation. (Exclamations sur les mêmes bancs.) Des moyens importants existent, qu'il s'agisse de la prime d'aménagement du territoire, grâce au Gouvernement, ou des aides du FEDER dans le cadre de l'objectif 2. Une mobilisation des partenaires locaux autour des actions engagées par l'Etat est possible et souhaitable. Des pistes ont d'ores et déjà été identifiées autour de l'agroalimentaire, par exemple, ou de l'automobile avec la proximité de Valenciennes. Avec vous, madame la députée, avec les élus locaux, nous ferons tout pour que le bassin du Cambrésis retrouve un nouveau rythme de développement. Soyez-en assurée ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [Mme Brigitte Douay](#)

Circonscription : Nord (18^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2152

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juin 2000, page 4797

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er juin 2000